

Présidentielle 2016

"Nouvelle Energie" invite les citoyens à aller massivement aux urnes samedi

E. L.
Libreville/Gabon

EN prélude à l'élection présidentielle du 27 août prochain, les membres du bureau directeur de l'association "Nouvelle Energie", membre de la société civile, conduits par le président de la structure, Raoul Ovono Abessolo, sillonnent depuis plusieurs jours les quartiers de la capitale. Le but de ce périple entamé le mercredi 10 août dernier au marché de Nzeng-Ayong dans le 6e arrondissement est de sensibiliser les compatriotes à la nécessité de prendre part au scrutin présidentiel à venir.

« Nous sommes venus ici pour vous demander d'aller massivement voter le 27 août prochain pour le candidat de votre choix parce que voter est un droit pour chaque citoyen. C'est pourquoi nous disons au sein de



Photo : D.R

notre association que mon vote égal mon pouvoir », a-t-il martelé pour démontrer l'impartialité de sa structure - officiellement sortie le 30 juillet 2016 à Libreville - et par ricochet l'importance pour tout citoyen d'accomplir son devoir civique. Ainsi, il a

exhorté les femmes commerçantes et autres passants rencontrés lors de cette première sortie de terrain, à aller retirer leurs cartes d'électeur dans les différents centres de vote ou dans les autres bureaux ouverts pour la circonstance dans chaque arron-

dissement par le ministère de l'Intérieur. Même si à ce niveau, d'aucuns déplorent l'attitude des scrutateurs qui de plus en plus ferment les centres de distribution avant 17 h, comme cela a été le cas depuis lundi dernier à l'école publique de Damas et ailleurs...

« En allant voter, vous participez au choix de vos dirigeants. Dire que le vote ne concerne que les acteurs politiques et les militants est un tort pour certains compatriotes ignorant qu'en restant en marge, ils sont obligés de subir le choix de ceux qui ont voté », a conclu

Le président de Nouvelle Énergie, Raoul Ovono Abessolo (méghaphone) sensibilisant des commerçantes sur l'importance du vote.

l'orateur. A noter que cette initiative qui n'est qu'à son début a été saluée et appréciée par des compatriotes rencontrés d'autant que c'est grâce à cette campagne de sensibilisation que certains d'entre eux disent avoir eu des informations sur la distribution des cartes d'électeurs et surtout sur les conséquences de l'abstention.

Tribune libre

Aux amis de la Gauche française : éléments de jugement critique sur la situation sociopolitique gabonaise

Frédéric MAMBENGA-YLAGOU
Libreville/Gabon

Au moment où s'ouvre la campagne pour l'élection du président de la République Gabonaise, le MPG, organisation citoyenne, exprime ici sa perception de ce contexte social et politique. Nous nous étonnons que des organisations politiques et des associations citoyennes françaises portent, en l'occurrence, un jugement simpliste et manichéen. Empressées de dénoncer des prétendues violations des libertés individuelles par le pouvoir en place, elles sont étrangement silencieuses sur la question de la xénophobie dont une partie de l'opposition a fait le seul thème de son projet de société. Persuadé qu'il s'agit d'un malentendu, je voudrais proposer des éléments pour une analyse plus objective de la situation gabonaise.

Le Gabon vu comme pays aux richesses inouïes où tous les habitants devraient vivre dans le meilleur des mondes possibles.

Certes le Gabon possède de nombreuses ressources naturelles d'importance. Cependant, à l'exception du manganèse pour lequel il dispose des grandes réserves mondiales, les autres richesses sont soit inexploitées, soit d'une importance comme toute relative. 7e producteur d'Afrique noire, sa production est de loin inférieure à celle du Nigeria ou de l'Angola. Aussi, la faible densité démographique du Gabon en fait-elle un des pays au revenu par tête parmi les plus élevés d'Afrique ; ce qui évidemment justifierait une meilleure répartition des richesses nationales. Cela est incontestable et constitue une des critiques les plus convaincantes contre tous les pouvoirs gabo-

nais, depuis le milieu des années 1960. Mais Ali Bongo, bien que fils de son père, n'est pas l'initiateur de cette iniquité sociale dont les origines remontent à l'ère coloniale et sont entretenues par divers systèmes de monopoles postcoloniaux français et une oligarchie gabonaise qu'on ne doit pas réduire à la seule famille Bongo et, injustement, aux Gabonais d'origine étrangère. La plupart des nouveaux opposants sont comptables de ses écœurantes inégalités qu'il faut absolument corriger. Et même si son pouvoir est critiquable à certains égards, on ne peut pas nier les efforts persuasifs accomplis par Ali Bongo pour parvenir à une meilleure redistribution des richesses. Ainsi apparaît un pays virtuel dans plusieurs journaux ou dans certaines déclarations politiques d'hommes de Gauche. Ali Bongo y est dépeint comme un tyran n'ayant de cesse de ruiner son peuple, poussé au bout de la misère la plus déshumanisante ! Je ne sais pas si certains d'entre vous ont visité le Gabon pour constater que ce spectacle effroyable ne correspond pas à la réalité !

Le Gabon vu comme une dictature sanglante où les libertés fondamentales sont inexistantes
C'est une autre image figée de l'imaginaire français sur le Gabon. Ali Bongo y joue un rôle catalyseur de cette représentation : il est le fils d'un ancien président, souvent présenté, sans nuance, comme un grand dictateur. Il en est l'héritier qui -soutient-on faussement - emprisonne des honnêtes citoyens réclamant la juste mesure de leurs droits et libertés et confisque tous les médias publics à son seul profit. Certes, les organes de presse publics pourraient davantage apparaître comme des espaces de pluralité d'opinions, si toutefois la bienséance et le respect de la vie pri-

vée étaient les choses les mieux partagées des hommes politiques gabonais. Cependant, il faut bien connaître le Gabon pour se rendre compte que la réalité objective est nuancée. Une presse libre existe qui ne cesse de critiquer, voire d'insulter le Chef de l'Etat, dans des termes dépassant ce que permet la liberté d'expression. Cette distorsion des faits trouve son explication dans l'opposition manichéenne qui constitue la toile de fond de l'imaginaire occidental du pouvoir en Afrique noire : l'opposition représente le bien, le pouvoir en place le mal. Ainsi, le mois dernier toute la classe politique française de Gauche et des associations citoyennes ont protesté contre une supposée violation continue des libertés fondamentales et l'arrestation de certains leaders d'opinion gabonais, sans mettre en cause leur pratique des droits démocratiques qui confinent à l'anarchie et à l'incitation au chaos. Nous savons à quel prix, la France a bâti et pérennisé la notion d'ordre public, comme socle de la paix et du respect des libertés individuelles. Pourtant, elle n'est pas à l'abri de débordements qui montrent, qu'en l'espace, il n'est pas toujours facile de trouver le juste équilibre. Lors des mobilisations contre la Loi El Khomeri de nombreuses échauffourées se produites. La police française a procédé à des interpellations et des personnes ont été condamnées en France, sous un gouvernement de gauche. Pour autant, cela n'autorise personne à dire que la France est devenue la Corée du Nord et François Hollande, Kim Jong-Un !
La xénophobie au Gabon : une réalité inquiétante, un silence gênant
Quand on parle du Gabon, on oublie souvent que sa démographie (1 .800.000 h) est un avantage mais aussi une faiblesse notoire.

Pour un pays qui est deux fois moins grand que la France, l'apport des étrangers est donc une nécessité pour son développement. Malheureusement, au Gabon, certains membres de la classe politique affichent fièrement leur xénophobie. Les propos tenus par certains de ces opposants ne sont pas loin d'une phraséologie hitlérienne ou lepeniste. Un des opposants s'est même fixé comme objectif de se débarrasser des « cafards » ! Et le caractère le plus subtil et malicieux de leur ultranationalisme est que ces opposants se sont accrochés, sur l'article 10 de la constitution gabonaise, qui s'appuie sur des fondements ethnoculturels et biologiques douteux pour accéder à la magistrature suprême : seuls les Gabonais dits de « souche » et ceux descendant d'un étranger, naturalisés depuis quatre générations, peuvent devenir président de la République ! Personne ne soulève les limites sociologiques et les problèmes de ce texte qui, foncièrement nocif pour la construction de la modernité de la Nation gabonaise, heurte ma conscience humaniste et mes convictions philosophiques. Les relais de ce discours ségrégationniste sont les journaux favorables à l'opposition dont les articles abondent de termes dénigrant des compatriotes ayant acquis la nationalité gabonaise et qui sont opposés aux Gabonais de souche. L'expression consacrée est celle de « légion étrangère », qualifiant les collaborateurs du Président gabonais qui ont pour seul tort d'être d'origine étrangère, partiellement ou totalement. Universitaires, hauts cadres de l'administration, officiers supérieurs de l'armée, journalistes, etc. reprennent, sans discernement le discours de la haine contre tous les « Gabonais d'adoption » qui s'enrichissent pendant que les « vrais Gabo-

nais » souffrent dans leur « propre pays ». Le concept de « Gabon d'abord », initié par le Président Léon Mba, durant la décolonisation, est sorti de son contexte historique pour servir, à des fins populistes, un discours de la préférence nationale dont les victimes sont les faux Gabonais qui « prennent les places des vrais gabonais ». On leur prédit des lendemains horribles dans l'hypothèse de l'alternance politique, terme fatal pour tous ceux-là qui ont « ruiné et continuent de ruiner le Gabon ». Je n'exagère nullement dans ma description sociologique de cette propension haineuse. Des universitaires gabonais et la presse africaine ont révélé ce phénomène et tenté d'en expliquer les fondements.

Un contexte social fertile à la fracture identitaire
On n'est donc pas surpris d'entendre, déjà, les menaces de certaines personnalités de l'opposition à l'endroit des Gabonais d'origine étrangère, priés de ne pas participer au vote. Les plus courageux qui bravent la menace sont chassés des bureaux de vote. Le Mouvement des Patriotes Gabonais, par cette lettre adressée modestement aux dignes représentants de la tradition rationaliste, humaniste et progressiste française - celle qui nous a formé et constitue notre univers d'espérance pour la solidarité fraternelle des peuples - espère que la critique objective, qui s'appuie sur une connaissance effective du terrain, sera dorénavant la clé de lecture et de compréhension du contexte sociopolitique gabonais. Très fraternellement.

* Président du MPG
Docteur-HDR en littérature francophone
Maître de Conférences à l'Université de Libreville-Campus UOB.